

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Port-Gentil : Brice Clotaire Oligui Nguema pour un Code du travail favorable à la préférence nationale



Photo:DR

Le président Oligui Nguema devant différentes catégories de Portgentillais.

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

Au deuxième et dernier jour de son séjour dans la capitale économique, le président de la Transition, chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema, a reçu en audience, en sa résidence portgentillaise, les cadres, les administrations, les notables, les organisations de la société civile. Il était accompagné du Premier ministre Raymond Ndong Sima et de quelques membres du gouvernement.

L'occasion a été donnée aux uns et aux autres d'exprimer, à cœur

ouvert, leurs préoccupations à la première institution de la République. La montée du grand banditisme dans la ville, marquée par des braquages, des vols, des viols... y figurait en bonne place, à côté du chômage, des inondations, du conflit homme/faune, de la vie chère, de la situation des personnes vivant avec un handicap, etc.

Après avoir écouté religieusement ses hôtes, Brice Clotaire Oligui Nguema est revenu sur le bien-fondé du "coup de libération" du 30 août dernier, ses raisons et les résultats attendus. "Les problèmes posés datent de 14 ou 40 ans. Politiquement, les

Pierre Louis Agondjo Okawé, Joseph Rendjambé Issani et les autres ont essayé, ils n'ont pas pu. La solution était donc militaire", a déclaré le président de la Transition pour qui l'acte des militaires vise à restaurer les valeurs, redonner leur dignité aux Gabonais par, entre autres, la création d'emplois.

"Le pays a des ressources. On ne peut pas vivre dans un pays pétrolier et avoir autant de chômeurs. Un chômage voulu et entretenu par nous-mêmes", a-t-il fermement dénoncé, avant d'inviter le gouvernement à revoir le Code du travail qui, à ses yeux, ne protège pas les

Gabonais. "Nous ne pouvons pas accepter que ce qui se fait ailleurs ne puisse pas l'être chez nous, parce qu'on a peur d'être taxés de xénophobes. Je veux un Code du travail qui mette l'accent sur la préférence nationale", a-t-il insisté, en ordonnant aux multinationales de "ressortir les étrangers qui ont des contrats pétroliers pour les remplacer par les PME gabonaises".

Abordant le volet sécuritaire, le président du CTRI n'a pas tourné autour du pot. "On ne vous a pas affectés à Port-Gentil pour croiser les bras. Je ne peux pas accepter qu'il y ait autant de braquages alors que

vous disposez de moyens d'intervention. Si vous avez accepté de m'accompagner le 30 août, ce n'est pas pour faire ce que vous êtes en train de faire (...). Si vous n'êtes pas capables, je vous change", a tonné Oligui Nguema, en lançant à l'endroit de ses frères d'armes : "Faites honneur à la patrie".

Le numéro un gabonais, en abordant l'épineux problème du conflit homme/faune, a pris parti pour les humains, trouvant anormal que les pachydermes tuent impunément les humains tandis que ces derniers encourent des peines de prison en cas d'abattage.

Coup d'œil Le président à bord du "Ngori"



Photo:DR

DÉCIDÉMENT, le général Oligui Nguema n'arrêtera pas de surprendre ses compatriotes au regard des actes qu'il pose, des gestes teintés d'humilité à chacune de ses sorties.

Il l'a encore démontré lors de son séjour à Port Gentil. Au sortir des audiences, et avant de gagner l'aéroport pour se rendre à Mouila, le président de la République a bousculé le protocole et le rituel, en embarquant plusieurs membres de sa délégation et des directeurs généraux de sociétés implantées dans cette localité dans une marche de près de 2 km dans la boue et sous un soleil de plomb. Le but étant de montrer aux dirigeants des compagnies pétrolières à quel point de telles pistes n'avaient rien de normal dans une ville pétrolière. Avant de leur demander de régler en urgence ce problème.

À la suite de cette marche, tous les participants ont pris place dans un bus de la Sogatra, connu sous l'appellation "Ngori", qui les a conduits vers le site souhaité d'une future cité verte du pétrole. Une double randonnée qui a dû manifestement gêner aux entournures plusieurs de ses compagnons de route, peu habitués à ces circuits, qui vivent loin des réalités de la grande majorité des populations. Étonné de la présence d'un "Ngori" dans le cortège présidentiel, les Portgentillais l'ont été encore plus en réalisant la présence du chef de l'État bien assis devant dans ce bus, souvent exploité pour le transport urbain et scolaire.

L-J. N

Pétrole : rendre les actions indûment perçues

RAD
Port-Gentil/Gabon

Il se dit que les sociétés pétrolières installées au Gabon ne font pas assez dans le domaine de la RSE (responsabilité sociétale des entreprises). Le président Brice Clotaire Oligui Nguema, lors de sa visite à Port-Gentil, a partagé sa vision sur le pétrole.

Guy-Roger Waura, ex-secrétaire général de l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP), estime que si les produits agricoles et halieutiques

sont chers, cela est dû au piteux état de la route de Ndougou, mamelle de la province. Perenco Gabon, premier producteur d'hydrocarbures du pays, qui y opère, ne s'en préoccupe pas. Ce que dénoncent depuis longtemps les riverains.

Le chef de l'État ne comprend pas qu'on réserve des puits pour des générations futures, alors que l'actuelle meurt de faim. Pour lui, il est temps que les personnes ayant indûment perçu des actions du pétrole les rendent.

"Le pétrole n'appartient à personne. Je ne peux pas dire que c'est moi le président de la Tran-

sition, chef de l'État, j'accapare 14 %, non ! Que ceux qui savent qu'ils sont dedans pensent à rendre". Des enquêtes permettront de dénicher ceux qui tenteront de s'y soustraire en créant des sociétés écrans. "Je ne vous fais pas la guerre, de grâce, vous avez mangé pendant 56 ans, il faut que ça s'arrête. Rendez ce qui appartient au peuple gabonais". "On ne peut pas être dans un pays pétrolier, avec une centrale à gaz, et payer une bouteille de gaz à 7 000 ou 10 000 francs. Vous ne pouvez pas exploiter mon image et les Gabonais paient cher."